

# Lutte de classe

## Peut-on soutenir la candidature de Schivardi ?

Le titre du tract du PT du 22 novembre intitulé « *Comment rétablir la démocratie sans rompre avec l'Union européenne ?* », laisse manifestement entendre qu'il suffirait donc de rompre avec l'Union européenne pour qu'une politique conforme aux intérêts du prolétariat et de sa jeunesse soit mise en oeuvre. Question : la démocratie en générale n'étant au bout du compte que la démocratie bourgeoise, il n'y aurait finalement rien de changé dans ce pays au lendemain des présidentielles : ni les institutions bonapartistes ni le capitalisme ne seraient abolis, donc par conséquence aucune revendication ne pourrait être satisfaite. Vous aurez remarqué que la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme ne figuraient nulle part dans ce tract.

Il est écrit que « *Des maires désignent leur candidat à l'élection présidentielle* », ce n'est donc ni celui des militants du PT, ni celui des travailleurs ni le nôtre évidemment. D'autant que le candidat que le PT s'apprête à soutenir n'appartient à aucun parti. Schivardi a quitté en 2003 le PS auquel il a appartenu pendant 28 ans, ou 30 ans selon les sources. C'est long 28 ans, très long, au point qu'on a du mal à imaginer qu'il aurait pu rompre idéologiquement avec le réformisme. On pourrait aussi s'interroger sur l'ascension politique fulgurante d'un maire d'une minuscule commune, encore inconnu il y a quelques années, et aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle. Ne soyons pas médisant, cependant, nous ne pouvons pas lui accorder le bénéfice du doute et lui signer un chèque en blanc en appelant à voter pour lui sans se poser certaines questions, c'est la moindre des choses me semble-t-il.

A la fin de ce tract on peut lire « *Pour construire ensemble une représentation politique des travailleurs* ». Nous constatons, non sans surprise, que le PT ne sait plus très bien ce qu'il veut, proposant successivement, une Assemblée constituante souveraine, puis une Assemblée nationale souveraine, pour quelques jours plus tard finalement ne plus rien proposer du tout en réponse à la question centrale et déterminante du pouvoir politique. Pas étonnant, puisqu'il n'est plus question de « *l'unité des travailleurs et des organisations pour reconquérir leurs droits.* », une sorte de mot d'ordre syndical. Si c'est là le seul objectif que se fixe Schivardi comme semble l'indiquer ce tract, autant dire que cette candidature s'inscrit pleinement dans le cadre de la continuité du système capitaliste, ce qui est inacceptable. Mais bon, là encore ne présumons pas du bric-à-brac qui figurera dans la profession de foi que ces maires auront concoctée en accord avec la direction du PT d'ici le mois de janvier.

En attendant, cette candidature ressemble à s'y méprendre à une candidature de type syndicale social-patriote, Schivardi terminant ainsi sa lettre adressée aux maires qui soutiennent l'action du Comité de soutien mis en place par le PT : « *Je serai le candidat des maires qui veulent défendre leur commune et la république une et indivisible et laïque.* » en somme : Vive la France et vive la République française !

Avec cette candidature, ne s'agit-il pas en réalité de défendre les intérêts du capitalisme français et les institutions qu'ils avaient mises en place au moment de sa reconstruction, entre 1945 et 1958, dont la Constitution et les institutions de la Ve République, contre le capitalisme mondial et les institutions qui lui correspondent aujourd'hui, dont l'Union européenne ? Si c'était le cas, autant dire que nous ne pourrions pas adhérer à cette orientation politique utopique, qui plus est nationaliste et réactionnaire. Nous opposerions à cette stratégie opportuniste, le combat révolutionnaire des masses pour renverser l'Etat bourgeois et abolir le capitalisme.

Les dirigeants du PT sont des nostalgiques des années d'après-guerre, ils ne cessent de l'écrire dans leur journal. Ce serait d'après eux, à cette époque là que remonterait l'avènement de la démocratie politique, ce qui constitue de toute évidence une formidable escroquerie politique, une falsification de l'histoire.

Car ce qu'ils oublient volontairement de dire à leurs militants et à leurs lecteurs, c'est que les conquêtes sociales et les nationalisations qui ont eu lieu à cette époque là et qui figuraient au

programme du Conseil national de la résistance (CNR), d'une part, elles correspondaient, en ce qui concerne les nationalisations, à la nécessité pour le capitalisme français de reconstruire les infrastructures détruites pendant la guerre, les moyens de communications, et de relancer l'industrie lourde, l'Etat bourgeois étant le seul à posséder la capacité et les fonds nécessaires pour réaliser rapidement ce programme avec l'aide financière de l'impérialisme américain (plan Marshall), et d'autre part, pour qui concerne les conquêtes sociales, elles ont été le produit d'une cynique tractation entre les dirigeants du mouvement ouvrier réformistes et staliniens et de Gaulle, en échange du désarmement général du peuple en armes, de la liquidation du mouvement des masses qui cherchait la voie du combat classe contre classe à la fin de guerre.

Je tiens à préciser ici que contrairement à ce qu'on nous a enseigné, en 1945-47, si le mouvement ouvrier était bien dominé par le PCF, aux élections législatives de 1945, il dépassera pour la première fois la SFIO (26 contre 24 %), la SFIO jouera un rôle politique de premier plan dans la liquidation du mouvement des masses à l'issue de la guerre, aussi bien par la rédaction de la majeure partie du programme du CNR, qu'en participant au gouvernement d'union nationale avec de Gaulle jusqu'en janvier 1946.

Cette précision importante peut sembler déplacée ici, mais elle nous permet d'en savoir un peu plus sur l'origine de la soi-disant démocratie politique dont se réclame le PT, qui finalement repose sur une trahison des dirigeants de la SFIO et du PCF.

Notons encore un détail qui a son importance, le PT et Schivardi évitent de marcher sur les plates-bandes du PS, en évitant soigneusement toute référence au socialisme, sans doute pour ne pas effaroucher leurs électeurs. Le socialisme, laissons-le au PS, sans doute histoire de pouvoir justifier la double nature que le PT lui prête en refusant de le caractériser comme un parti bourgeois.

On peut quand même se poser des questions sur le double langage utilisé par le PT, en voici quelques exemples :

Alors que le gouvernement et son ministre de l'Intérieur multiplient les lois répressives, loi antiterroriste, loi restreignant les droits des immigrés, loi sur la délinquance des mineurs, etc., le PT et son Comité rencontre le représentant de Sarkozy. Et ils vont jusqu'à oser prétendre respecter le mandat du 29 mai 2005 ! C'est proprement scandaleux et insupportable en vérité !

Les militants, cadres et dirigeants du PT engagés dans le syndicalisme, pour tout dire le PT, refusent de prendre position pour la rupture avec la CES, la CSI et l'OIT et couvrent les appareils, mais ils prétendent défendre l'indépendance des syndicats !

La CES a appelé à voter OUI le 29 mai 2005, bien que le projet de Traité constitutionnel européen prévoyait que les syndicats devraient se transformer en corédacteurs des directives scélérates de l'UE.

L'article III – 105 du projet stipulait que les partenaires sociaux pouvaient donner leur aval pour la mise en œuvre du processus contenu dans l'article III – 106 qui prévoyait que les accords conclus entre les partenaires seront « *mis en œuvre par des règlements ou des décisions européens adoptés par le Conseil des ministres sur proposition de la Commission* ».

De la même manière, le PT refuse de rompre ses liens avec l'OIT, un organisme onusien de collaboration de classes. L'article 7 du premier chapitre de la Constitution de l'OIT consacrée à la composition de son Conseil d'administration le prouve :

« Le Conseil d'administration sera composé de cinquante-six personnes :  
Vingt-huit représentant les gouvernements,  
Quatorze représentant les employeurs, et  
Quatorze représentant les travailleurs. »

Faites le calcul : 42 représentants du capital d'un côté, 14 représentants du travail de l'autre.

La section 3 du premier chapitre ne fait aucun doute sur la nature onusienne de l'OIT :

« Tout Membre originaire des Nations Unies et tout Etat admis en qualité de Membre des Nations Unies par décision de l'Assemblée générale conformément aux dispositions de la Charte peut devenir Membre de l'Organisation internationale du Travail en communiquant au Directeur général du Bureau international du Travail son acceptation formelle des obligations découlant de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail. »

Pour finir, le PT refuse de prendre position pour la rupture des syndicats avec la CSI.

Pour notre part, nous soutiendrons tout candidat, qui avant même de prendre des engagements hypothétiques sur le futur, aura rompu publiquement au préalable avec le gouvernement et appellera à rompre avec la CES, la CSI et l'OIT. Les camarades comprendront qu'il serait totalement hasardeux et inutile de s'aventurer au-delà de ces deux conditions qui nous semblent indispensables à réaliser.

Mais la candidature de Schivardi et le comportement du PT posent d'autres questions aux militants révolutionnaires :

► Il ne représente aucun parti, alors à quoi bon en construire un seront en droit de se dire les travailleurs, alors que c'est notre premier objectif, c'est donc une candidature antiparti quelque part, qu'on le veuille ou non, dans le cas contraire, qu'il adhère au PT et les choses seront plus claires, sans nous convenir pour autant, mais c'est une autre affaire. Le parti passe à la trappe, sérieusement, quel militant un peu censé peut-il l'accepter ? ;

► En ne présentant aucun candidat, le PT refuse de défendre son programme, alors que c'est le devoir d'un parti dont l'une des composantes se définit comme révolutionnaire et trotskyste, on est donc en droit de penser que cette tendance n'existe plus et que rien ne la distingue plus vraiment du PT comme parti ou regroupement politique hétérogène. Il ne peut pas prétendre qu'il boycottera cette élection puisqu'il soutient Schivardi.

► Schivardi se revendique du suffrage universelle, dont chacun sait qu'il est truqué à la base, ce qui aboutit à ce que les intérêts du prolétariat et de sa jeunesse ne soient pas représentés. Il faut être bien naïf pour penser un instant que quelque chose de fondamental pourrait changer dans ce pays en empruntant la voie de la démocratie bourgeoise dans le cadre du maintien en place du régime capitaliste. S'il faut bien partir de quelque part et que ce quelque part n'est rien d'autre que le capitalisme, c'est pour arriver à la compréhension de la nécessité de l'abolir et des moyens nécessaires à développer pour atteindre cet objectif, encore faudrait-il que cela soit exprimé clairement, ce qui n'est pas du tout le cas de Schivardi et du PT.

► Les comités sur lesquels il s'appuie donne encore plus l'idée que le PT est de plus en plus une sorte de syndicat ou un regroupement parasyndical. Les mots d'ordre politiques ont disparu, la question du pouvoir est malicieusement évitée ou écartée, on n'en parle pas. Il ne reste que des formules creuses dont la durée de vie ne dépasse pas vingt quatre heures parfois.

► Il paraît évident, qu'un parti, qui développerait une orientation politique révolutionnaire, n'aurait aucune chance d'obtenir les 500 signatures pour se présenter aux élections présidentielles. Mais cela ne vaudrait-il pas mieux ?

Cette dernière remarque ne vous incite-t-elle pas à penser que la candidature de Schivardi correspond à un compromis passé entre le PT et la bourgeoisie ?

Dernière remarque : depuis quand et en vertu de quoi faudrait-il obligatoirement participer à un scrutin électoral ?

Cela nous amène à une autre question essentielle : A quoi cela pourrait-il bien servir de voter et d'appeler à voter pour Schivardi ?

► Cela nous servirait-il à avancer sur la voie du socialisme ? Il est difficile de l'imaginer puisqu'il a évacué cette notion de socialisme, ce n'est apparemment pas son objectif et nul ne sait s'il est lui-même socialiste ou simplement un démocrate républicain.

► Cette candidature permettra peut-être au PT de se renforcer, alors que pour notre part, nous considérons que ce parti est un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire en France, donc nous n'avons apparemment aucun intérêt à soutenir la candidature de Schivardi.

► Cette candidature sera-elle susceptible d'entraîner le regroupement de l'avant-garde du prolétariat ? On peut légitimement en douter au regard des 25 dernières années au cours desquelles le PT s'est révélé incapable de construire quoi que ce soit qui ressemble de près ou de loin à un véritable parti révolutionnaire. Même si cela s'avérait possible, faudrait-il encore se demander sur quelle orientation politique : celle de la démocratie ou celle de la révolution socialiste ? Vous connaissez tous la réponse à cette question.

Pour conclure, il faudrait que dans sa profession de foi, Schivardi et le PT s'engage :

► à rompre les relations avec la bourgeoisie au plan national et international ;

► à liquider l'ensemble des institutions de la Ve République, y compris l'appareil répressif de l'Etat bourgeois (police, armée, justice, etc.) ;

► à abroger toutes les lois réactionnaires et antilaïques qui ont été votées depuis plus de 50 ans ;

► à appeler à la mobilisation générale l'ensemble du prolétariat et sa jeunesse, afin qu'il se dote d'une représentation politique composée exclusivement des partis, organisations ou groupes politiques appartenant au mouvement ouvrier, à l'exclusion des partis bourgeois, permettant au prolétariat d'exercer tout le pouvoir (la dictature du prolétariat), afin de procéder immédiatement à l'expropriation sans indemnité ni rachat des capitalistes, condition indispensable pour pouvoir satisfaire les revendications immédiates des travailleurs et de la jeunesse.

► à instaurer une République sociale.

► à appeler tous les peuples d'Europe (notamment) à se soulever contre leur propre bourgeoisie, afin de créer les conditions politiques nécessaires à l'instauration des Etats-Unis socialiste d'Europe ou tout autre formule équivalente.

Voilà résumées sommairement les conditions politiques préalables minimums qui nous permettraient de soutenir la candidature de Schivardi.